

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



11 février 2019

## *La colère est toujours là... les manifestants aussi !*

Samedi dernier, pour l'acte XIII du mouvement des Gilets jaunes, le gouvernement annonçait l'essoufflement du mouvement... comme il le fait chaque semaine depuis bientôt trois mois ! Un mouvement qui renaît pourtant de plus belle à chaque occasion de manifester par dizaines de milliers dans les rues. Les manifestations de samedi ont suivi celles du 5 février : la CGT et Sud – rejoints par les Gilets jaunes – avaient appelé à la grève et environ 300 000 personnes avaient défilé dans les rues.

### *Violences policières : l'aveu de faiblesse du gouvernement*

Macron-Philippe ne savent plus quoi faire : des mises en scène du « grand débat » aux discussions sur le rétablissement ou non du 90 km/h sur les routes, toutes leurs tentatives pour botter en touche ont échoué. Dernier avatar : Macron voudrait un référendum à l'issue du grand débat... Peu de chances que les questions nous apportent satisfaction vu qu'il est interdit d'y parler salaires, niveau de vie, suppression du CICE, rétablissement de l'ISF...

Il ne reste à l'exécutif que la répression : depuis novembre, la brutalité policière a fait plus de 1 700 blessés, dont au moins 94 graves, 13 au moins ayant perdu un œil selon un décompte de la Ligue des droits de l'Homme du 18 janvier – et donc déjà dépassé. Samedi encore, à Paris, un manifestant a eu la main arrachée par une grenade. Quatre jours plus tôt, Castaner faisait voter à l'Assemblée nationale une « loi anticasseurs », écrite par la droite et qui renforce les pouvoirs déjà exorbitants des préfets et de la police.

Mais les flics n'ont que très difficilement le dernier mot face à des Gilets jaunes qui ne se laissent pas impressionner. Et c'est bien cela qui donne des sueurs froides à Macron-Philippe et, au-delà, à tous les nantis : la brutalité inouïe de la répression ne fait pas taire la contestation, preuve de l'impuissance de l'exécutif à reprendre la main.

### *Gouvernement et patronat ont peur que nous rejoignons les Gilets jaunes ? Raison de plus pour le faire !*

À défaut, le gouvernement tente au moins de rassembler derrière lui le monde des riches. Sa « loi alimentation » satisfait les lobbies de l'agro-industrie et de la grande distribution et a déjà fait augmenter de 4 % le prix des 100 produits les plus vendus.

Le gouvernement veut aussi supprimer 120 000 postes de fonctionnaires. Cela annonce de nouvelles coupes sombres dans des établissements scolaires déjà sinistrés. Dans les hôpitaux aussi, où rien ne va déjà plus : nouvelles fermetures de lits, d'unités de soin, et des personnels toujours plus exténués par le manque d'effectifs. Tout cela pour dégager l'argent des subventions qui permettent d'arroser les actionnaires, comme le CICE : 20 milliards d'euros par an – 40 sur le budget 2019 !

Dans les entreprises aussi, les raisons de nous battre ne manquent pas. Partout, les directions font pression pour intensifier le travail. Et, toujours, l'épée de Damoclès des licenciements, des fermetures, comme on l'a encore vu avec les 200 travailleurs licenciés de l'usine Arjowiggins, qui produisait le papier... des billets de banque : spectaculairement, ils ont mis le feu aux stocks... Tout un symbole !

Mais gouvernement et patronat ont peur que nos luttes rejoignent celle des Gilets jaunes. Ne cherchez pas, c'est l'unique raison des primes accordées par certaines grandes entreprises à leurs salariés sur demande d'un Macron aux abois !

### *S'en prendre au gouvernement, mais aussi aux nantis qu'il représente*

Les slogans des Gilets jaunes visent, à juste titre, Macron, son gouvernement, ses députés aux ordres. Mais tous ces politiciens ne font que défendre les intérêts des classes possédantes, du patronat des grandes entreprises et de leurs actionnaires. Et les presque 6 000 euros net que touche un député ne doivent pas faire oublier les centaines de milliers d'euros perçus tous les mois par les grandes fortunes ! **Ce sont ces riches qui possèdent les grandes entreprises, là où ils profitent de notre travail. Là où nous avons donc les moyens de les faire payer.**

### **Les hirondelles ne font pas le printemps**

Au self du bâtiment B, de son petit nom le congélo, on ne comptait plus les errements de la direction en matière climatique et de pingrerie. Il a fallu attendre le mois de février pour voir apparaître un, puis deux et enfin trois chauffages d'appoint pour que l'on puisse enfin espérer pouvoir manger sans les parkas. Aller encore un petit effort il reste encore la fontaine à eau proche des caisses à réparer. Elle n'est en panne que depuis l'ouverture du bâtiment. Canalisations gelées ?

### **A Saint-Ouen comme à Hérimoncourt : PSA casseur d'emplois**

PSA a annoncé la fermeture du site d'Hérimoncourt (Doubs), qui emploie un peu plus de 200 salariés, et le transfert des activités de recyclage de moteurs et de boîtes de vitesses à Vesoul, à 80 kilomètres de distance. À Vesoul, les salariés travaillent 37h45 payées 35h, ce qui explique la rentabilité de ce transfert pour la direction. Au détriment des salariés, qui se sont tous mis en grève sur les deux équipes toute la journée du 7 février. Il était 300 (!) ce lundi dans les rue d'Hérimoncourt pour dénoncer cette fermeture.

À Saint-Ouen et Hérimoncourt, c'est le même combat ! Il leur faut tout notre soutien.

### **Hémorragie sans fin**

Après l'annonce de la fermeture de St-Ouen puis de Hérimoncourt PSA en rajoute une couche en annonçant il y a une semaine 1 900 nouveaux départs « volontaires » et 1 300 ruptures conventionnelles pour seulement 1 400 embauches, le solde reste clairement négatif. Les effectifs de PSA en France pourraient descendre sous la barre des 50 000 salariés alors que nous étions encore 76 000 en 2012.

Les dirigeants de PSA invoquaient la crise il y a 5 ans mais maintenant qu'ils roulent sur l'or, c'est l'argument de la compétitivité. De toute façon à les écouter ce n'est jamais le moment d'embaucher ! Pour augmenter la productivité et faire transpirer les profits, la recette est bien connue : faire bosser plus les uns et virer les autres. Pour nous c'est tout le contraire, partager le travail sans perte de salaire et cela PSA en a largement les moyens !

### **On n'est plus à une Ghosnerie près**

Carlos Ghosn s'est déclaré prêt à rembourser les 50 000 euros de la location du Grand Trianon de Versailles en 2016 ... pour son mariage – excusez du peu ! Il n'avait pas compris, le pauvre, qu'il s'agissait d'une location. Ce monsieur croyait que

tout lui était dû. Alors pourquoi pas 50 000 euros, trois fois rien pour ces gens-là.

### **Audi Hongrie : la lutte des salariés a payé**

Les 2/3 des 13 000 salariés du site VW de Győr, qui fourni 32 sites, ont fait grève pendant une semaine fin janvier pour revendiquer des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. Leurs salaires étaient en effet plus bas que ceux de leurs collègues de pays proches, connus pourtant pour payer au lance-pierre. République Tchèque (-25%), Slovaquie (-28%), Pologne (-39%), sans parler des salariés en Europe de l'Ouest où les salaires peuvent être jusqu'à 3,6 fois plus importants. Ils ont obtenu 240 euros d'augmentation (+ 18 %) et 1 250 euros de prime versée sur deux ans.

### **Hôpitaux au bord de l'asphyxie : des économies qui tuent**

En décembre, une patiente admise à l'hôpital Lariboisière de Paris, restée 12 heures sans surveillance dans une salle d'attente, avait été retrouvée morte le matin. Faute de personnel, les drames continuent dans cet hôpital comme celui, fin janvier, de cette dame de 95 ans victime d'un AVC, laissée grelottante 10 heures durant sur un brancard sans couverture – il n'y en avait plus – et renvoyée en pleine nuit faute de place. Manque de lits, de personnel, de moyens : bien des hôpitaux sont asphyxiés par les plans d'économies du gouvernement.

Mais Macron impose encore 850 millions d'économies aux hôpitaux pour 2019 : « en même temps », il accorde 40 milliards de crédit d'impôt (CICE) aux patrons et maintient la suppression de l'ISF.

### **Culottée... et refusée**

À l'initiative d'un procureur récemment nommé par Macron, une perquisition a été tentée chez Mediapart, après la révélation par ce site d'une conversation de Benalla embarrassante pour Macron. Mediapart a refusé, comme il en avait le droit : mais le procureur ami de Macron, pour chercher la source de cette fuite, a essayé au culot !

### **Vous avez dit indépendant ?**

Alors que plusieurs femmes portent plainte pour mise en danger de leur vie contre Allergan (dont les prothèses mammaires ont induit des cancers), l'Agence nationale du médicament a organisé une audition publique sur le sujet. Or l'un des chirurgiens consultés a maintenu des liens avec Allergan depuis son internat en 2007. De quoi douter de ses conclusions ?